Consultant des Affaires juridiques

Décision : DAJ2011 – 158 /JCH/CH

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
DE L’INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives
à la fonction publique de l’Etat ;

Vu les articles L.1243-3 et L.1243-4 du Code de la Santé Publique

Vu le décret n° 83-975 du 10 novembre 1983 modifié
relatif à l’organisation et au fonctionnement de l’Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu le décret n°2007-1220 du 10 août 2007
relatif au prélèvement, à la conservation et à la préparation à des fins scientifiques d’éléments
du corps humain et modifiant
le Code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;

Vu le décret n° 64-420 du 12 mai 1964 modifié
fixant les dispositions applicables aux personnels contractuels techniques et administratifs de l’Institut national
de la santé et de la recherche médicale ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié
fixant les dispositions statutaires communes aux fonctionnaires des établissements publics scientifiques et
technologiques ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié
relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l’Etat pris pour l’application de l’article 7
de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l’Etat ;

Vu le décret du 19 mars 2009
nommant Monsieur André SYROTA Président de l’Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu l’arrêté du 16 août 2007
fixant le modèle de dossier accompagnant les déclarations et les demandes d’autorisation de conservation et de
préparation à des fins scientifiques d’éléments du corps humain

Vu la décision du 19 mars 2009
accordant délégation de pouvoirs aux délégues régionaux afin d’assurer le fonctionnement des services de la délégation
régionale et des formations de recherche en relevant ;

Vu la décision n°2009-141 du 19 mars 2009
nommant Madame Mireille BLANC déléguée régionale et ordonnateur secondaire,
pour la délégation régionale de Toulouse « Midi Pyrénées – Limousin » ;

Vu la décision n°2009-260 du 19 mars 2009
modifiant l’article 2 de la décision n° 2009-141portant nomination de Madame Mireille BLANC,
déléguée régionale et ordonnateur secondaire, pour la délégation régionale de Toulouse
« Midi Pyrénées – Limousin » ;

DECIDE :

Article 1 : Madame Armelle BARELLI est nommée déléguée régionale et ordonnateur secondaire, pour la délégation régionale de Toulouse « Midi Pyrénées – Limousin » à compter du 1er septembre 2011.
Article 2 : En complément des délégations de pouvoirs accordées aux délégués régionaux, délégation de signature est accordée à Madame Armelle BARELLI à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du Président-directeur général de l'Inserm, tous actes, décisions et documents relevant des domaines suivants :

✓ la gestion des personnels fonctionnaires régis par le décret du 30 décembre 1983 susvisé, à l'exception des sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pour abandon de poste ;
✓ la gestion des personnels contractuels régis par le décret du 12 mai 1964 susvisé, à l'exception des sanctions disciplinaires, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pour abandon de poste ;
✓ la gestion des personnels contractuels régis par le décret du 17 janvier 1986 susvisé ou recrutés au titre du Parcours d'Accès aux Carrières Territoriales, hospitalières et de l'Etat (PACTE), à l'exception des sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pendant la période d'essai ou pour abandon de poste ;
✓ la gestion des personnels contractuels handicapés recrutés en application de l'article 27-II de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, à l'exception des sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pour abandon de poste ;
✓ la gestion des personnels contractuels recrutés au titre d'un contrat aidé : contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat d'avenir, contrat d'apprentissage ;
✓ le dossier de déclaration des activités de conservation et de préparation de tissus et de cellules issus du corps humain ainsi que la préparation et la conservation des organes, du sang, de ses composants et de ses produits dérivés, réalisées à des fins scientifiques et pour les besoins des programmes de recherche de l'Inserm, établi en application de l'article L.1243-3 du Code de la Santé Publique ;
✓ le dossier de demande d'autorisation d'activités de conservation et de préparation de tissus et de cellules issus du corps humain ainsi que la préparation et la conservation des organes, du sang, de ses composants et de ses produits dérivés, réalisée pour un usage scientifiques et en vue de la cession à titre gratuit ou dans le cadre d'une activité commerciale de ces éléments biologiques, établi en application de l'article L.1243-4 du Code de la Santé Publique ;
✓ les mesures d'application à l'Inserm des dispositions prévues par la loi n°92-654 modifiée et les décrets d'application relatifs aux OGM et aux installations classées ;
✓ les accords de consortiums conclus dans le cadre d'appels d'offres européens, pôles de compétitivité et ANR, dans lesquels l'Inserm est impliqué.


Article 4 : La présentée décision prend effet à compter du 1er septembre 2011.

Le Président - Directeur Général

Pr André SYROTA

Décision n° 2011-158 JCH/CH

République française

Inserm
101, rue de Tolbiac
75005 Paris Cedex 13
Tél. 01 44 23 60 00 Fax 01 45 85 68 56
LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires
ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives
à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 83-975 du 10 novembre 1983 modifié
relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut national de la santé et de la recherche
médicale ;

Vu le décret n°64-420 du 12 mai 1964 modifié
fixant les dispositions applicables aux personnels contractuels techniques et administratifs de l'institut
national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié
fixant les dispositions statutaires communes aux fonctionnaires des établissements publics scientifiques et
technologiques ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié
relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de
l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction
publique de l'Etat ;

Vu le décret du 12 juin 2014
portant nomination du Président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ;

Vu la décision du 19 mars 2009
accordant délégation de pouvoirs aux délégués régionaux afin d'assurer le fonctionnement des services
de la délégation régionale et des formations de recherche en relevant ;

Vu la décision n°2011-158 du 1er septembre 2011
nommant Madame Armelle BARELLI déléguée régionale et ordonnateur secondaire
pour la délégation régionale de Toulouse « Midi Pyrénées – Limousin » ;

DECIDE

Article 1: En complément des délégations de pouvoirs accordées aux délégués régionaux, délégation de signature est accordée à Madame Armelle BARELLI à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du Président-directeur général de l'Inserm, tous actes, décisions et documents relevant des domaines suivants :

République française

Inserm
101, rue de Tolbiac
75654 Paris Cedex 13
Tél. 01 44 23 60 00 Fax 01 45 85 68 56
- la gestion des personnels fonctionnaires régis par le décret du 30 décembre 1983 susvisé, à l’exception des sanctions disciplinaires autres que l’avertissement et le blâme, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pour abandon de poste ;
- la gestion des personnels contractuels régis par le décret du 12 mai 1964 susvisé, à l’exception des sanctions disciplinaires, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pour abandon de poste ;
- la gestion des personnels contractuels régis par le décret du 17 janvier 1986 susvisé ou recrutés au titre du Parcours d’Accès aux Carrières Territoriales, hospitalières et de l’Etat (PACTE), à l’exception des sanctions disciplinaires autres que l’avertissement et le blâme, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pendant la période d’essai ou pour abandon de poste ;
- la gestion des personnels contractuels handicapés recrutés en application de l’article 27-II de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, à l’exception des sanctions disciplinaires autres que l’avertissement et le blâme, de la suspension de fonctions et du licenciement autre que celui prononcé pour abandon de poste ;
- la gestion des personnels contractuels recrutés au titre d’un contrat aidé : contrat d’accompagnement dans l’emploi, contrat d’avenir, contrat d’apprentissage ;
- les mesures d’application à l’Inserm des dispositions légales et réglementaires relatives aux OGM et aux installations classées ;
- les accords de consortiums conclus dans le cadre d’appels d’offres européens, pôles de compétitivité et ANR, ou autres, dans lesquels l’Inserm est impliqué.

Article 2 : La présente décision prend effet à compter du 12 juin 2014.

Le Président-directeur général

Yves LEVY

DAJ 2014-224

République française